

(1)

(N° 507.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 MAI 1920.

Proposition de loi portant revision de la loi du 29 octobre 1846, organique de la Cour des Comptes (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE DU BUDGET GÉNÉRAL, CONSTITUÉE
EN COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. BUYL.

MESSIEURS,

ORIGINE DE LA PROPOSITION.

En présence de la multiplication et de la complexité toujours croissante des dépenses de l'État, la Cour des Comptes, dès 1911, insistait dans son cahier d'observations sur la nécessité d'augmenter le nombre des membres qui la composent.

Afin de donner satisfaction à cette haute et utile institution, des membres de la Chambre déposèrent le 25 juillet 1913, une proposition de loi tendant à créer au sein de la Cour, deux chambres composées chacune d'un président, de quatre conseillers et d'un greffier, de façon à composer la Cour de douze membres tandis qu'à présent, elle n'est constituée que de huit membres : un président, six conseillers et un greffier.

L'accroissement énorme des dépenses publiques amené par la guerre a mis en évidence l'impérieuse nécessité de réformer cette importante juridiction.

Le rapport fait au nom de la Section centrale sur le budget des dotations pour 1919 signale « que l'unique Chambre de la Cour des Comptes est depuis

(1) Proposition de loi, n° 433.

(2) La Section centrale du Budget général, constituée en Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi, est composée de MM. BRUNET, président, CARTON DE WIART, MECHÉLYNCK, BERTRAND et TIBBAUT, vice-présidents, BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SELYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM et WAUWERMANS.

» longtemps surchargée de travail et ne peut suffire à l'expédition des affaires qui lui sont soumises ».

La Section centrale partagea cet avis en constatant « que les travaux de la Cour des Comptes deviennent de plus en plus importants, et dans l'intérêt de la sécurité des finances publiques, elle demande que sans plus tarder la Chambre vote les dispositions nécessaires pour permettre à cette essentielle institution de l'Etat de remplir sa haute mission ».

Une commission fut appelée à délibérer sur la proposition ; l'opportunité d'une réforme de la loi organique de la Cour des Comptes fut reconnue et le 25 septembre 1919, rapport fut déposé sur la question.

La proposition, bien qu'elle eût été portée à l'ordre du jour de la Chambre, ne fut pas discutée et comme elle devint caduque par la dissolution, trois de nos collègues la représentèrent le 5 mars 1920.

Renvoyée par décision de la Chambre à la Section Centrale du budget général constituée en Commission spéciale, elle vient d'être adoptée à l'unanimité des membres présents et sans avoir été l'objet de la moindre observation.

Dans ces conditions, nous pourrions nous borner à ce court exposé. Toutefois, notre rapporteur, qui est en même temps l'auteur des développements de la proposition en question, estime — et votre commission partage son avis — qu'à la suite du vote de certaines lois récentes, il y a lieu de compléter les motifs qu'il a invoqués en faveur du projet.

CONSIDÉRATIONS NOUVELLES EN FAVEUR DE LA PROPOSITION.

Dès à présent, à la nomenclature des multiples attributions nouvelles auxquelles la Cour devra faire face, il faut ajouter le travail énorme que donnera la revision de toutes les pensions civiles, militaires, des professeurs et instituteurs communaux, des veuves et orphelins votée récemment par la Chambre des Représentants, celui qui résultera des arrêts à porter sur les comptes à rendre par toutes les communes du royaume, des avances qui leur ont été faites sur les fonds de l'Etat pour payer, pendant l'occupation, la rémunération en matière de milice, et de l'augmentation des traitements de la magistrature et de ceux du clergé, ainsi que des pensions ecclésiastiques.

LE NOUVEAU FONCTIONNEMENT DE LA COUR.

Mais il importe surtout de mettre en lumière le nouveau fonctionnement de la Cour lorsque sa composition sera élargie et qu'elle sera divisée en deux Chambres et les avantages qui en résulteront et qui permettront à la Cour de continuer à assurer son contrôle avec le soin attentif et diligent qu'il comporte.

La nouvelle organisation a déjà été esquissée dans les développements de la proposition de loi de M. Lamborelle (pièce de la Chambre du 25 juillet 1913, n° 334, pp. 3 et 4); elle a été précisée dans les développe-

ments de la proposition de loi qui fait l'objet du présent rapport (pièce de la Chambre du 3 mars 1920, n° 153, p. 7).

Il sera cependant utile de montrer par un aperçu plus détaillé du nouveau fonctionnement, l'influence heureuse qu'il aura sur la marche à imprimer aux travaux de la Cour.

Dans le mécanisme envisagé, les deux Chambres à créer reprennent les attributions des sections actuelles du contrôle et de la comptabilité (1), et chacune d'elle se subdivise en deux sections composées de deux membres; la besogne journalière de chaque Chambre est répartie par moitié entre les deux sections, et, dans chacune de celles-ci, par moitié entre les deux conseillers. Avec ce système, l'ensemble du travail de la Cour sera partagé entre quatre sections au lieu de deux, et les dossiers ne seront plus traités que par deux membres au lieu de trois. Certaines observations présentées par les bureaux, telles les erreurs purement matérielles, ne seraient même soumises qu'à l'avis d'un seul conseiller. On se rend aisément compte de ce que par cette nouvelle division du travail des sections, l'examen des dépenses sera simplifié et accéléré et que les questions donnant lieu à interprétation ou à contestation pourront être mieux mises au point : la tâche des membres sera de cette manière non seulement allégée, mais ils pourront consacrer plus de temps à l'étude des affaires et les examiner plus à l'aise, et, par une préparation plus mûrie de celles-ci, les assemblées générales de chaque Chambre seront à même de statuer avec une célérité plus grande.

Si les avis exprimés dans une affaire par les deux membres d'une section différent, le dossier sera transmis au président de la Chambre qui réunira la section et présidera celle-ci, afin de délibérer en commun sur la question controversée.

Si l'accord ne s'établit pas, l'affaire sera soumise à l'assemblée générale de la Chambre.

De même qu'un roulement de service existe dans les cours et tribunaux, de même un roulement de l'espèce sera établi entre les deux Chambres et la Cour des comptes, continuant ainsi le système qui est actuellement en vigueur pour les deux sections de cette institution par application de l'article 7 de son règlement d'ordre. Par ce roulement, les conseillers étant appelés à faire partie périodiquement et alternativement de la Chambre du contrôle ou de celle de la comptabilité resteront au courant de la jurisprudence de toutes les affaires contentieuses traitées par la Cour et pourront, en tout temps, statuer avec la compétence requise sur les questions qui seront soumises aux assemblées plénières.

La division en deux Chambres aura une répercussion également utile et non moins nécessaire sur les séances de la Cour, car, dans les conditions où ces assemblées générales se tiennent actuellement, elles constituent, par leur ordre du jour surchargé et leur longueur démesurée, un obstacle à

(1) La compétence et les attributions de la Cour des comptes en matière de comptables appartiendront désormais à la Chambre de comptabilité et c'est en séance de cette Chambre que seront portés les arrêts.

l'accomplissement normal des multiples travaux et devoirs qui sollicitent son activité.

Sous le régime de l'organisation en vigueur, la Cour doit tenir deux séances par semaine en assemblée générale (art. 8 du règlement d'ordre); en réalité dans ces temps, par suite du nombre toujours croissant des affaires sur lesquelles les conseillers ont à faire rapport, en séance, ces assemblées se sont élevées hebdomadairement à trois ou quatre; l'effort louable et continu fait par ses membres pour délibérer en commun de si nombreuses fois, finit par être pour eux une cause de grande fatigue; les heures de plus en plus multiples qu'ils doivent consacrer au travail en séance sont ravies à leur travail en section, et ce dernier, qui est leur essentiel devoir, en souffre grandement.

Dans le nouvel état de choses, chacune des Chambres siégera séparément en assemblée générale deux fois par semaine pour statuer sur les affaires de son ressort; l'ordre du jour de ces assemblées désencombré des questions désormais réservées à la seconde chambre, sera moins chargé, et, par le fait même, les séances seront plus courtes, les discussions plus approfondies et plus fécondes, et les solutions plus mûries et plus promptes. Pour accélérer les travaux encore davantage, on éliminera de l'ordre du jour toutes les affaires secondaires qui peuvent sans inconvénient être tranchées par les sections. Il n'est pas douteux qu'avec ce nouveau fonctionnement des assemblées générales dont le nombre sera doublé, mais où chaque membre de la Cour n'assistera qu'aux deux séances hebdomadaires de la Chambre dont il fait partie, la tâche des conseillers sera sensiblement allégée et qu'ils trouveront plus de temps à consacrer à l'étude des dossiers et à la préparation leurs rapports.

Outre les séances de Chambre, il sera tenu des assemblées plénières, soit à la demande d'une des Chambres, pour délibérer, Chambres réunies sur une question importante d'interprétation ou de principe, soit pour s'occuper de questions d'ordre intérieur ou de personnel. Des séances plénières pourront être également convoquées par le premier président quand il le jugera utile, ou à la demande des membres de la Cour.

Au premier président incombe la police et la surveillance générale de la Cour; chaque président dresse, dans sa Chambre respective, l'ordre du jour des séances, mais il prend au préalable connaissance des dossiers sur lesquels les assemblées générales auront à statuer, afin de pouvoir éventuellement donner son avis.

Les autres droits et devoirs fixés par le règlement d'ordre sont applicables à chacun des présidents pour le service de la Chambre qu'il préside.

Chaque président ne signe que les pièces de la Chambre dont il fait partie; il en est de même pour chacun des deux greffiers.

Au greffier en chef appartient la surveillance des archives et la direction du personnel. Les autres attributions des greffiers seront fixées, conformément au règlement d'ordre, d'après la Chambre à laquelle ils appartiennent.

Quant aux fonctions de greffier dans les assemblées plénières, elles sont remplies par le greffier en chef.

NÉCESSITÉ DU CONTROLE PRÉVENTIF.

La division du travail de la Cour telle qu'elle est exposée ci-dessus dans ses grandes lignes peut seule assurer d'une manière efficace la promptitude et la régularité indispensables dans la mission qui lui est dévolue.

Une des attributions essentielles de la Cour des Comptes est le contrôle préventif qu'elle exerce sur les dépenses de l'Etat et qui lui a été délégué par le Parlement pour surveiller l'exécution du budget et la gestion du Gouvernement. L'accroissement constant, rapide et si considérable des dépenses de l'Etat, impose, à la Cour, dans l'exercice du visa préalable, l'obligation de veiller au maximum de célérité dans la liquidation des ordonnances de paiement.

Ce contrôle préventif ne peut pas être limité; il constitue la garantie d'une bonne et honnête gestion des deniers publics; spécialement en matière de travaux et de fournitures, cette garantie est plus indispensable que jamais, à raison de l'importance extraordinaire de ces dépenses; elle empêche les erreurs, les illégalités et les abus, et il importe pour la législature et pour le public que ce contrôle soit plutôt renforcé que diminué.

La tendance de plus en plus prononcée des départements ministériels à réduire le champ d'action du visa préalable de la Cour, par les multiplications des ouvertures de crédit aura pour effet certain une diminution de l'efficacité de son contrôle sur un grand nombre de dépenses publiques.

Le mode de paiement par ouverture de crédit est suivi actuellement non seulement pour les dépenses du ravitaillement des régions dévastées et les indemnités pour dommages de guerre, mais également pour solder des frais de travaux et de fournitures, des salaires et des prestations de toute nature.

D'autre part, comme les administrations ne mettent aucun empressement à transmettre la justification des sommes ainsi payées, à tel point que les premières justifications d'ouverture de crédit à charge du budget pour l'exercice 1919 ne sont pas encore fournies, il en résulte qu'on aboutit à une accumulation de pièces comptables telles que, lorsqu'elles parviendront finalement à la Cour, la vérification en sera, sinon pratiquement impossible, tout au moins fort sommaire, pour ne point dire illusoire.

Il est urgent d'enrayer cette tendance à amoindrir et à annihiler le contrôle préventif de la Cour.

Les attributions ne sont rien sans le moyen de les exercer; chargée d'une grande responsabilité, la Cour doit être mise en possession des moyens de mettre ce contrôle en harmonie avec les exigences actuelles. Ces moyens, il appartient à la législature de les lui donner; ils consistent dans une réorganisation de cette institution lui permettant d'apporter à sa mission préventive de surveillance des dépenses de l'Etat, une célérité de plus en plus grande, sans nuire à son contrôle supérieur établi dans l'intérêt du parlement.

Nous estimons que la proposition de loi qui est soumise à notre examen

peut, seule, lui assurer le développement nécessité par les circonstances nouvelles.

AUTRES MESURES A PRENDRE.

Cette réorganisation ne portera toutefois ses fruits que si la Cour elle-même met le nombre de ses agents en rapport avec l'accroissement de ses travaux et si elle décharge par une extension de ses services les fonctionnaires supérieurs d'un fardeau de plus en plus lourd, sous lequel ils finiront par succomber.

Alléger la tâche des membres de la Cour est faire œuvre féconde et utile ; mais le résultat serait vain, si l'on ne faisait diligence à mettre un terme à l'effort excessif exigé depuis de longs mois d'un personnel dont le nombre ne répond pas de loin à l'importance et à la complexité de la besogne actuelle et de celle qui doit venir.

CONCLUSION

Etant donné que les mesures proposées présentent un caractère d'incontestable urgence, votre Commission insiste vivement pour que la Chambre les adopte à bref délai.

Le Rapporteur,

ADOLPHE BUYL.

Le Vice-Président,

A. MECHELYNCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 MEI 1920.

Wetsvoorstel

tot herziening der wet van 29 October 1846,
houdende inrichting van het Rekenhof ⁽¹⁾

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING DER ALGEMEENE BEGROOTING, AANGESTELD ALS
BIJZONDERE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BUYL.

MIJNE HEEREN,

OORSPRONG VAN HET VOORSTEL.

Ten aanzien van de immer stijgende verhooving en ingewikkeldheid van 's Rijks uitgaven, wees, reeds in 1911, het Rekenhof in zijne aanmerkingen op de noodzakelijkheid om het getal leden, waaruit het Hof is samengesteld, te vermeerderen.

Ten einde aan deze hooge en nuttige instelling voldoening te schenken, werd den 25^{en} Juli 1913 door eenige Kamerleden een wetsvoorstel ingediend tot het oprichten bij het Hof van twee Kamers, elk van beide samengesteld uit een voorzitter, vier leden en een griffier, zoodat het Hof twaalf leden zou tellen in plaats van acht, zooals heden het geval is : een voorzitter, zes leden en een griffier.

De naar aanleiding van den oorlog overgroote toeneming van 's Rijks uitgaven heeft de hervorming van deze belangrijke inrichting als eene dringende noodzakelijkheid op het voorplan gesteld.

(1) Wetsvoorstel, n^o 133.

(2) De Middenafdeeling der Algemeene Begrooting, aangesteld als *Bijzondere Commissie* tot onderzoek van het wetsvoorstel, is samengesteld uit de heeren Brunet, voorzitter, Carton de Wiart, Mechelynck, Bertrand en Tibbaut, *ondervoorzitters*, Bologne, Buyl, Carlier, de Kerchove d'Exaerde, de Selys-Longchamps, de Wouters d'Oplinter, Drèze, Hallet, Houtart, Huysmans, Pepin, Poncelet, Pussemier, Soudan, Van de Vyvere, van Limburg Stirum en Wauwermans.

Het verslag, namens de Middenafdeeling voor de Begrooting der Dotatiën voor 1919 uitgebracht, wijst er op, « dat de eenige kamer van het Rekenhof » sedert lang met werk overlast is en niet bij machte om de haar onder- » worpen zaken af te handelen. »

De Middenafdeeling deelde in deze meening, wanneer zij vaststelt « dat » de werkzaamheden van het Rekenhof hoe langs zoo meer aanzienlijk » worden, en in het belang van het goed beheer van 's Rijks financiën » vraagt zij, dat de Kamer zonder verwijl hare goedkeuring hechte aan de » noodige beschikkingen om aan deze hoofdzakelijke Staatsinstelling toe te » laten hare hooge zending te vervullen. »

Eene commissie werd aangesteld om over het voorstel te beraadslagen; eene hervorming der wet houdende inrichting van het Rekenhof werd als gepast aangezien en het verslag over het vraagstuk werd den 25ⁿ September 1919 overgelegd.

Ofschoon het voorstel op de dagorde der Kamer werd gebracht, kwam het niet in behandeling en, vermits het door de ontbinding verviel, hebben drie collega's het den 3ⁿ Maart 1920 weder ingediend.

De Kamer verwees het naar de Middenafdeeling der algemeene begrooting, welke als Bijzondere Commissie was aangesteld, en thans werd het door de aanwezige leden, zonder de minste opmerking, eenparig goedgekeurd.

Onder deze omstandigheden zouden wij ons bij deze beknopte uiteenzetting kunnen bepalen. Doch uw verslaggever, die tevens de opsteller is van de toelichting van gezegd voorstel, is van meening — en dit is ook de meening uwer Commissie — dat, ten gevolge van de aanneming van sommige jongste wetten, de door hem aangevoerde redenen tot staving van het ontwerp dienen nader uiteengezet te worden.

NIEUWE BESCHOUWINGEN TOT STAVING VAN HET VOORSTEL.

Aan de opgave van de menigvuldige nieuwe werkzaamheden, welke aan het hof zullen opgedragen worden, moet gevoegd worden het overgrootte werk wegens de herziening van al de burgerlijke en militaire pensioenen, van die der gemeenteleeraars en gemeentonderwijzers, der weduwen en weezen, onlangs door de Kamer der Volksvertegenwoordigers aangenomen, — het werk wegens de besluiten te nemen betreffende de rekeningen, door al de gemeenten van het koninkrijk over te leggen inzake de voorschotten, hun uit de Staatsfondsen gedaan, om, tijdens de bezetting, de militievergoeding te betalen, — het werk wegens de verhooging van de jaarwedden der magistratuur en die van de geestelijkheid, evenals van de pensioenen der geestelijken.

NIEUWE WERKINGSWIJZE VAN HET HOF.

Het is vooral noodig, de aandacht te vestigen op de nieuwe werkwijze van het Hof, wanneer zijne samenstelling zal verruimd zijn en het uit twee

Kamers zal bestaan, en tevens op de voordeelen welke daaruit zullen voortvloeien en aan het Hof moeten toelaten, zooals vroeger zijne contrôle met de noodige aandacht en naarstigheid uit te oefenen.

De nieuwe regeling werd reeds geschetst in de Toelichting van het wetsvoorstel-Lamborelle (Stukk. Kamer, 25 Juli 1913, n^o 334, bl. 3 en 4); zij werd nader omschreven in de Toelichting van het wetsvoorstel, waarover dit verslag wordt uitgebracht. (Stukk. Kamer, 3 Maart 1920, n^o 133, bl. 7.)

Het zal echter nuttig zijn, door een meer omstandig overzicht van de nieuwe werkingswijze aan te toonen welk een heilzamen invloed zij op den gang der werkzaamheden van het Hof zal hebben.

In bedoelde werkingswijze hernemen de beide in te richten Kamers de werkzaamheden van de huidige contrôle- en comptabiliteitsafdeelingen (1), en elk dezer wordt onderverdeeld in twee afdeelingen, uit twee leden bestaande; het loopende werk van elke Kamer wordt voor de helft tusschen beide afdeelingen verdeeld en, in elke dezer, voor de helft tusschen de twee leden. Met dit stelsel zal het geheele werk van het Hof verdeeld worden onder vier afdeelingen in plaats van drie en de stukken zullen nog slechts door twee leden in plaats van drie behandeld worden. Sommige aanmerkingen, door de bureelen in 't midden gebracht, zooals de missingen van zuiver stoffelijken aard, zouden zelfs slechts aan het advies van één lid worden onderworpen. Men verstaat heel wel dat door deze nieuwe verdeling van den arbeid der afdeelingen het onderzoek van de uitgaven zal vereenvoudigd en bespoedigd worden en dat aldus de zaken, welke moeten opgehelderd of kunnen betwist worden, beter kunnen geregeld worden: derwijze zal de taak der leden niet alleen verlicht zijn, doch zij zullen meer tijd kunnen besteden aan de studie der zaken en ze meer op hun gemak kunnen onderzoeken; ook zullen de algemeene vergaderingen van elke Kamer, dank zij een rijpere voorbereiding van deze zaken, met meer spoed kunnen uitspraak doen.

Indien de adviezen, door de beide leden eener afdeeling in eene zaak uitgedrukt, verschillen, zal het dossier worden overgemaakt aan den Voorzitter der Kamer, die de afdeeling zal bijeenroepen en voorzitten, ten einde te zamen over de betwiste zaak te beraadslagen.

Wordt men het over de zaak niet eens, dan zal zij aan de algemeene vergadering der Kamer worden onderworpen.

Evenals er in de hoven en rechtbanken een dienstrooster bestaat, zoo zal er een dergelijke rooster worden opgemaakt voor de beide Kamers en het Rekenhof; aldus wordt het huidige stelsel voor de twee afdeelingen dezer instelling voortgezet bij toepassing van artikel 7 van zijn reglement van orde. Dank zij dezen rooster, zullen de leden, op gezette tijden en bij afwisseling deel uitmakende van de Contrôlekamer of van de Comptabiliteitskamer,

(1) De bevoegdheid en de werkzaamheden van het Rekenhof in zake rekenplichtigheid behooren voortaan aan de Comptabiliteitskamer en de arresten worden in de vergadering van deze Kamer uitgesproken.

op de hoogte blijven van de rechtspraak in al de betwiste zaken, door het Hof behandeld, en zullen zij, ten allen tijde, met de vereischte bevoegdheid kunnen uitspraak doen over de zaken die aan de algemeene vergaderingen worden onderworpen.

De splitsing in twee Kamers zal een even nuttigen en noodzakelijken invloed hebben op de vergaderingen van het Hof, want, zooals deze algemeene vergaderingen thans gehouden worden, zijn zij, wegens hun overladen dagorde en hun overdreven langen duur, een hinder voor het normaal verloop der meningsvuldige werkzaamheden en verrichtingen die de zijne zijn.

Krachtens de bestaande regeling, moet het Hof twee algemeene vergaderingen houden per week (artikel 8 van het reglement van orde); feitelijk is in dezen tijd het getal dezer wekelijksche vergaderingen tot drie en vier gestegen uit hoofde van het steeds toenemend getal zaken, waarover de leden verslag moeten uitbrengen; de lofwaardige en voortdurende poging, door zijne leden gedaan om zoo dikwijls te zamen te beraadslagen, wordt ten slotte voor hen eene oorzaak van groote vermoeienis; het immer stijgend getal uren, dat zij aan hunne werkzaamheden in de vergaderingen moeten wijden, wordt onttrokken aan hun werk in de afdeelingen, dat feitelijk hunne hoofdzakelijke bezigheid uitmaakt en daaronder grootelijks lijdt.

Met de nieuwe regeling zal elk der Kamers afzonderlijk tweemaal per week vergadering houden om over de haar onderworpen zaken uitspraak te doen; de dagorde van deze vergaderingen, waarvan de vraagstukken, die voortaan aan de tweede Kamer zijn voorbehouden, worden afgevoerd, zal minder overladen zijn, en daardoor zelf zullen de vergaderingen korter zijn, de grondiger gevoerde behandelingen zullen meer vruchten afwerpen en, na rijper beraad, sneller tot eene oplossing leiden. Ten einde de werkzaamheden met nog meer spoed door te zetten, zal men van de dagorde afvoeren al de zaken van ondergeschikten aard, welke zonder bezwaar door de afdeelingen kunnen beslecht worden. Het is buiten kijf, dat deze nieuwe regeling der algemeene vergaderingen, waarvan, al wordt hun getal verdubbeld, ieder lid van het Hof er slechts twee per week zal bijwonen in de Kamer waarvan hij deel uitmaakt, de taak der leden merkelyk zal verlichten en dat dezen meer tijd zullen vinden tot het bestudeeren van de dossiers en het opmaken hunner verslagen.

Buiten de vergaderingen van de afzonderlijke Kamers, zullen algemeene vergaderingen van beide Kamers worden gehouden, hetzij om, op verzoek van eene der Kamers, te beraadslagen over een vraagstuk waarvan de uiteenzetting of het beginsel van belang is, hetzij om zich onledig te houden met vraagstukken betreffende de regeling of het personeel. Algemeene vergaderingen kunnen insgelijks bijeengeroepen worden door den eersten voorzitter, wanneer deze het noodig acht, of op verzoek der leden van het Hof.

De eerste voorzitter oefent de politie en het algemeen toezicht over het Hof; iedere voorzitter, in zijne onderscheidenlijke Kamer, maakt de dagorde der vergaderingen op, doch, om desnoods zijn oordeel te kunnen mede-

deelen, neemt hij vooraf kennis van de stukken, waarover de algemeene vergaderingen moeten beraadslagen.

De overige rechten en plichten, vastgesteld door het reglement van orde, zijn van toepassing op ieder der voorzitters voor den dienst der Kamer, waarvan zij voorzitter zijn.

Iedere voorzitter teekent slechts de stukken der Kamer, waarvan hij deel uitmaakt; hetzelfde geldt voor ieder der beide griffiers.

De hoofdgriffier is belast met het toezicht op het archief en de leiding van het personeel. De overige bevoegdheden van de griffiers worden, naar luid van het reglement van orde, vastgesteld volgens de Kamer, waartoe zij behooren.

Het ambt van griffier wordt, in de algemeene vergaderingen, waargenomen door den hoofdgriffier.

NOODZAKELIJKHEID VAN DE VOORKOMENDE CONTROLE.

De verdeling van het werk van het Hof, zooals hooger in breede trekken werd uiteengezet, kan alleen op doelmatige wijze den spoed en de regelmatigheid medebrengen, die noodig zijn voor de taak, waarmede het is belast.

Een van de bijzonderste werkzaamheden van het Rekenhof is de voorkomende controle, welke het uitoefent op de uitgaven van den Staat, — controle welke het van het Parlement in opdracht kreeg, om de uitvoering van de begrooting en het beheer van de Regeering na te gaan. De voortdurende, snelle en zoo aanzienlijke stijging der Staatsuitgaven legt aan het Rekenhof, voor het werk van het voorafgaand visa, de verplichting op, te zorgen voor den hoogst mogelijken spoed in de vereffening der betalingsbevelen.

Die voorkomende controle mag niet beperkt zijn; zij is de waarborg van een goed en eerlijk beheer der Staatsgelden; vooral in zake werken en leveringen is die waarborg meer dan ooit noodzakelijk wegens het buitengewoon hooge bedrag dier uitgaven; zij belet de vergissingen, de onwettelijkheden en de misbruiken, en zoowel voor de wetgeving en het publiek dient deze controle veel meer versterkt dan verzwakt te worden.

De immer duidelijker strekking van de ministerieele departementen om het toepassen van het voorloopig visa steeds meer te beperken door de credietopeningen te vermenigvuldigen, zal zeker ten gevolge hebben de doelmatigheid van zijn controle over een groot getal uitgaven van den Staat te verminderen.

De betaling door credietopening wordt tegenwoordig gedaan niet alleen voor de uitgaven van de bevoorradings der verwoeste gewesten en voor de vergoedingen wegens oorlogsschade, maar ook om de kosten te betalen van de werken en de leveringen, van de dagloonen en de verstrekkingen van allen aard.

Anderzijds, haasten de bestuuren zich volstrekt niet om de rechtvaardiging der aldus betaalde sommen over te maken, zoodanig dat de eerste bewijsstukken van credietopening ten laste van de begrooting voor het dienstjaar 1920 nog niet ingebracht zijn; daaruit volgt dat men tot eene zoo

aanzienlijke opeenhooping van comptabiliteitsstukken komt dat, wanneer zij eindelijk in het Rekenhof zullen komen, het onderzoek daarvan zoo al niet practisch onmogelijk, ten minste zeer beknopt, om niet te zeggen hersenschimmig zal zijn.

Het is hoog noodig deze strekking tot vermindering en tot ontkenning van de voorkomende contrôle van het Rekenhof te keer te gaan.

Bevoegdheden tellen niet zonder de middelen om ze uit te oefenen. Belast niet eene zware verantwoordelijkheid, moet het Rekenhof kunnen beschikken over de middelen om deze contrôle in overeenstemming te brengen met de tegenwoordige behoeften. 't Is de wetgeving, die deze middelen aan het Hof moet verschaffen; zij bestaan in een herinrichting van deze instelling, waardoor zij hare taak, een voorkomend toezicht uit te oefenen op de Staatsuitgaven, met steeds grootere snelheid zou kunnen ten uitvoer brengen, zonder hare hogere contrôle, ingesteld in het belang van het Parlement, te schaden.

Wij meenen dat alleen het wetsvoorstel, dat aan ons onderzoek is voorgelegd, aan het Rekenhof de uitbreiding kan verzekeren, welke door de tegenwoordige omstandigheden wordt vereischt.

ANDERE MAATREGELEN.

Deze herinrichting zal echter alleen dan vruchten dragen, wanneer het Rekenhof zelf het getal zijner beambten in verhouding brengt met de toename van zijn werkzaamheden en wanneer het, door eene uitbreiding van zijne diensten, de hogere ambtenaren ontlast van een taak die steeds zwaarder wordt en waaronder zij ten slotte zullen bezwijken.

De taak van de leden van het Rekenhof verlichten, is een nuttig en vruchtbaar werk, maar de uitslag zou ijdel zijn, zoo men niet zoo spoedig mogelijk een einde maakte aan de al te hooge krachtsinspanning, sedert lange maanden geleverd van een personeel dat al te weinig talrijk is voor het belangrijk en ingewikkeld werk, hetwelk thans geëischt wordt en dat nog te wachten staat.

BESLUIT.

Daar de voorgestelde maatregelen onbetwistbaar spoedeischend zijn, dringt uwe Commissie sterk aan opdat de Kamer deze zoo spoedig mogelijk zou goedkeuren.

De Verslaggever,

ADOLF BUYL.

De Ondervoorzitter,

A. MECHELYNCK.

